



**ARRÊTÉ TEMPORAIRE PORTANT RÉGLEMENTATION
DE LA CIRCULATION RESIDENCE DU CHATEAU
N°90/2024**

LE MAIRE DE SAINT-PREST,

- Vu le Code de l'environnement,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2213-6 et L.2214-1 à L.2214-4,
- Vu le Code de la route, et notamment l'article R411-21-1,
- Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,
- Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
- Vu l'article R 417-10 et suivants du Code de la Route,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, huitième partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,
- Vu la demande formulée en date du 18 juillet 2024 par l'**entreprise ERS MAINE TSA 70011 69134 DARDILLY**, sollicitant une réglementation de la circulation résidence du Château,
- Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures réglementant la circulation des usagers de la voie publique et ce, afin de permettre les travaux de changement de mât et lanternes résidence du Château, prévus **entre le 24/07/2024 et le 09/08/2024**,
- Considérant qu'il est nécessaire de prendre des mesures réglementant la circulation durant le délai sollicité ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Pendant la durée des travaux prévus **entre le 24/07/2024 et le 09/08/2024**, résidence du Château, la circulation sera alternée manuellement. Le stationnement sera interdit et considéré comme « gênant » au droit des travaux.

ARTICLE 2 : La signalisation sera établie conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 15 juillet 1974. Cette signalisation sera assurée la Commune de SAINT-PREST.

La signalisation temporaire devra impérativement être mise en place au minimum 48H00 à l'avance, avec affichage de l'arrêté municipal lisible de tout usager. De plus, il faudra veiller à bien définir la zone concernée des travaux, en la délimitant.

ARTICLE 3 : L'utilisation du domaine public sera conforme aux prescriptions prévues au **règlement général de voirie de la commune de Saint-Prest**.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les véhicules constatés en infraction gênant le bon déroulement des travaux, pourront être verbalisés avec une prescription de mise en fourrière des dits véhicules, qui s'effectuera dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3 du code la route, et ce frais aux du contrevenant.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Prest.

ARTICLE 6 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux et par la levée de la signalisation.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté municipal peut être déféré devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

ARTICLE 8 :

- Monsieur le Maire de Saint-Prest,
 - Monsieur le Commandant de Groupement de la Gendarmerie d'Eure-et-Loir,
- veilleront au respect de cette prescription et seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie de cet arrêté sera transmise à :

- CHARTRES METROPOLE COLLECTE DES DECHETS
- LA POSTE

A Saint-Prest le, 18 juillet 2024



Le Maire,

Robert BALDO